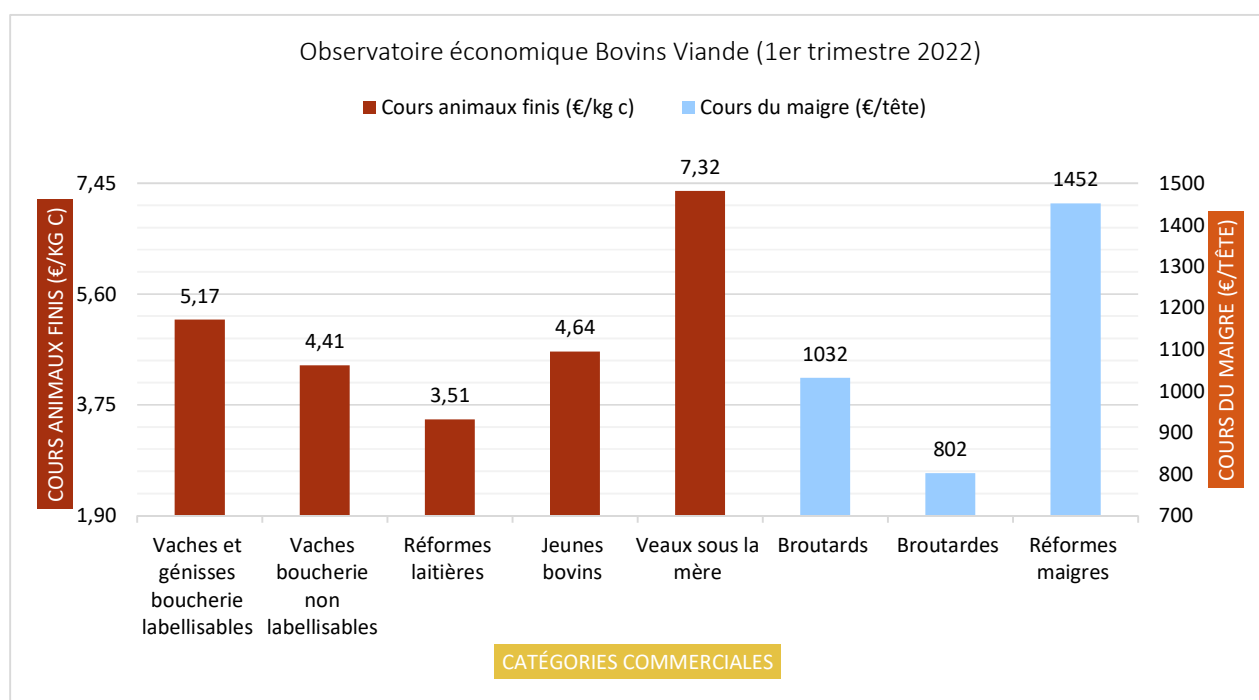


Observatoire économique Bovins Viande (1er trimestre 2022)

Catégorie commerciale	Cours produits finis (€/kg c)	Cours du vif (€/tête)	Tendances / trimestre précédent
Vaches et génisses boucherie labellisables	5,17		quasi maintien (-0,4 %) : déficit ou équilibre selon opérateurs
Vaches boucherie non labellisables	4,41		↗ ↗ : + 5,8 % (déficit d'offre)
Réformes laitières	3,51		↗ ↗ : + 15,8 % !! (gros déficit d'offre)
Jeunes bovins	4,64		↗ ↗ : + 7,9 % (↘ importante de l'offre)
Veaux sous la mère	7,32		↗ : + 1,0 % (déficit en veaux qualiteux clairs et gras)
Broutards		1032	↗ : + 2,3 % (équilibre)
Broutardes		802	↘ : - 2,3 % (léger excès)
Réformes maigres		1452	↗ : + 3,4% (équilibre)



Analyse globale Conjoncture des mois de janvier, février et mars 2022

A 133 points en mars, l'indice IPAMPA bovin viande (prix des matières premières agricoles consommées) amplifie sa progression dans un contexte très inflationniste, atteignant bien entendu un nouveau record historique. Les prix des intrants majeurs progressent encore fortement sur ce trimestre, fortement tirés par les prix de l'énergie (+ 54 % !) : aliments du commerce (+ 11 %), matériel et outillage (+ 5 %) ...et engrais (+ 19 %). Du côté des cotations, les prix de la viande augmentent également, poussés par un déficit d'offre croissant et les premières incidences (mais timides et très contrastées selon les opérateurs) de la loi Egalim 2.

Femelles de boucherie : pénurie d'offre, hausse des cours, contractualisation et premières craintes pour la consommation des ménages ...une conjoncture complexe

Résultat différé des 6 années de décapitalisation bovine, les disponibilités en vaches de boucherie sont insuffisantes face à la demande, toujours dynamique notamment sur les viandes hachées. Conséquence : les cours nationaux affichent sur ce trimestre encore des hausses historiques, en particulier pour les conformations inférieures : + 49 % pour la vache P, + 43 % pour la vache O, + 22 % pour la vache R et + 17 % pour la vache U.

Nous observons localement une hausse des prix avec la même hiérarchie entre les catégories (avec notamment une progression historique pour les réformes laitières: + 16 % ce trimestre !), mais de moindre ampleur que les cotations nationales. La mise en œuvre de la contractualisation imposée par la loi Egalim2 diffère selon les opérateurs; néanmoins, à l'échelle régionale, notre département fait figure de bon élève sur ce critère. Les vaches Labels sous contrat se vendent ainsi à plus de 5,50 €/kg en moyenne ce trimestre...

Le déclenchement du conflit en Ukraine en février amplifie de façon inédite les tensions sur les marchés des matières premières. L'accélération de l'inflation globale se confirme, avec un indice INSEE qui dépasse les 5% de hausse par rapport à mars 2021. Constat encore plus marqué pour les produits frais (dont les viandes): + 7,2 % en mars. Les statistiques nationales illustrent le manque de disponibilités et un début d'arbitrage d'un consommateur confronté à une hausse des dépenses contraintes (énergie en particulier), avec une baisse inédite de près de 5 % de la consommation par bilan de viande bovine sur les 2 premiers mois 2022. Les opérateurs locaux évoquent pour la 1ère fois en fin de trimestre un recul des statistiques sur les points de vente (rayons tradition, libre-service, cantines).

Jeunes bovins : la contractualisation ouvre enfin des perspectives...dans un marché demandeur

La hausse des cours du jeune bovin s'observe sur tous les pays en Europe (notamment en Allemagne), compte tenu du manque de viande. Ceci dope la demande adressée aux exportateurs français. L'offre restant limitée (chute de 7 % des abattages de jeunes bovins laitiers en mars/2021), les cours français progressent fortement: + 27 % pour le JB U en semaine 14.

Localement, la hausse des cours est sensible également (+ 15 % / 2021). Dans un contexte de maïs cher et de cours du maigre relativement élevé, nous assistons cependant à un clivage entre opérateurs sur la mise en œuvre d'Egalim 2 : contractualisation sur un prix intégrant la hausse du coût de production (ouvrant perspectives et lisibilité) ou suivisme du marché, actuellement en progression...

Veaux sous la mère : hausse des cours, en particulier pour les veaux "qualiteux"

Les cours de cette production régionale et haut de gamme affichent une progression encourageante, inférieure néanmoins à celle observée pour les autres catégories d'animaux de boucherie : progression du prix moyen de 1 % sur ce trimestre et de près de 2 % sur 1 an.

Le principal opérateur local insiste sur l'importance croissante de la qualité des carcasses dans la formation du prix : moins d'un tiers des veaux labels rouge commercialisés en 2021 étaient blancs, plus de 40 % avaient un état d'engraissement à peine suffisant.

Maigre (broutards d'exportation) : des prix à la tête de bon niveau... mais un alourdissement incontestable des broutards

La diminution générale des disponibilités (baisse structurelle des moules à veaux et des vèlages en France) explique la bonne tenue des cours des broutards mâles. Dans un contexte de hausse des coûts d'engraissement, la demande italienne s'oriente très clairement vers des broutards de plus en plus lourds et "repoussés", afin de limiter la durée de finition et d'accélérer la rotation des bandes en bâtiment. Ainsi, la moyenne trimestrielle à plus de 1000 € "par tête" du broutard blond masque une réalité plus complexe. Le marché se segmente de plus en plus sur le poids vif des veaux, avec des différentiels pouvant flirter avec les 400 € à l'animal ! Les broutards légers (moins de 250 kg vifs) sont désormais largement sanctionnés par le commerce. Le prix des broutardes ne progresse pas. L'importance et l'intérêt pour les éleveurs d'une pesée systématique des broutards commercialisés est désormais criante : seul le niveau du prix au kilo vif peut éclairer sur le niveau de valorisation commerciale du veau.